

***Pièce-jointe au courrier DAEI-21-0148-D\_GPMNNS\_L\_ProjetImmobilierZipMontoir\_DemandeExamen\_CasParCas.***

***Informations complémentaires concernant la demande d'examen au cas par cas n°F-052-21-C-84 pour un  
« projet immobilier sur la zone industrialo-portuaire de Montoir-de-Bretagne »***

**1. Biodiversité**

***Vous voudrez bien nous apporter les éléments complémentaires suivants :***

***- Engagements de remise en état du site après arrêt d'exploitation en 2015 au titre de l'ICPE pour l'exploitation des sablières et constats de remise en état.***

L'activité des sablières a été stoppée en 2014 et transférée sur un autre site de la plateforme industrialo-portuaire de Montoir-de-Bretagne, en 2015. A ce jour, les installations sablières sur le site de projet sont entièrement mises en sécurité et la parcelle a été remise en état par l'exploitant. Le diagnostic de sortie effectué en 2015 par les Sablières de l'Atlantique est annexé au présent courrier (annexe 1).

Les démarches de cessation d'activité n'ont pas été mises en œuvre à l'époque par l'exploitant Sablières de l'Atlantique qui a continué à exploiter sur une autre parcelle du GPM. Néanmoins, le dossier est en cours de régularisation par l'exploitant auprès de la DREAL (cf. annexe 1).

La parcelle concernée par le projet a été restituée au Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire en traitant les points suivants :

**Usage :** L'usage du site est du type industriel ;

**Déchets :** Les installations mécaniques et électriques ont été démontées et pour la plupart remontées sur le nouveau site. Les dalles béton ont été déconstruites et les déblais évacués en filière Installation de Stockage de Déchets Inertes. Les produits tels que le Gaz Non Routier et les huiles ont été déménagés sur le nouveau site.

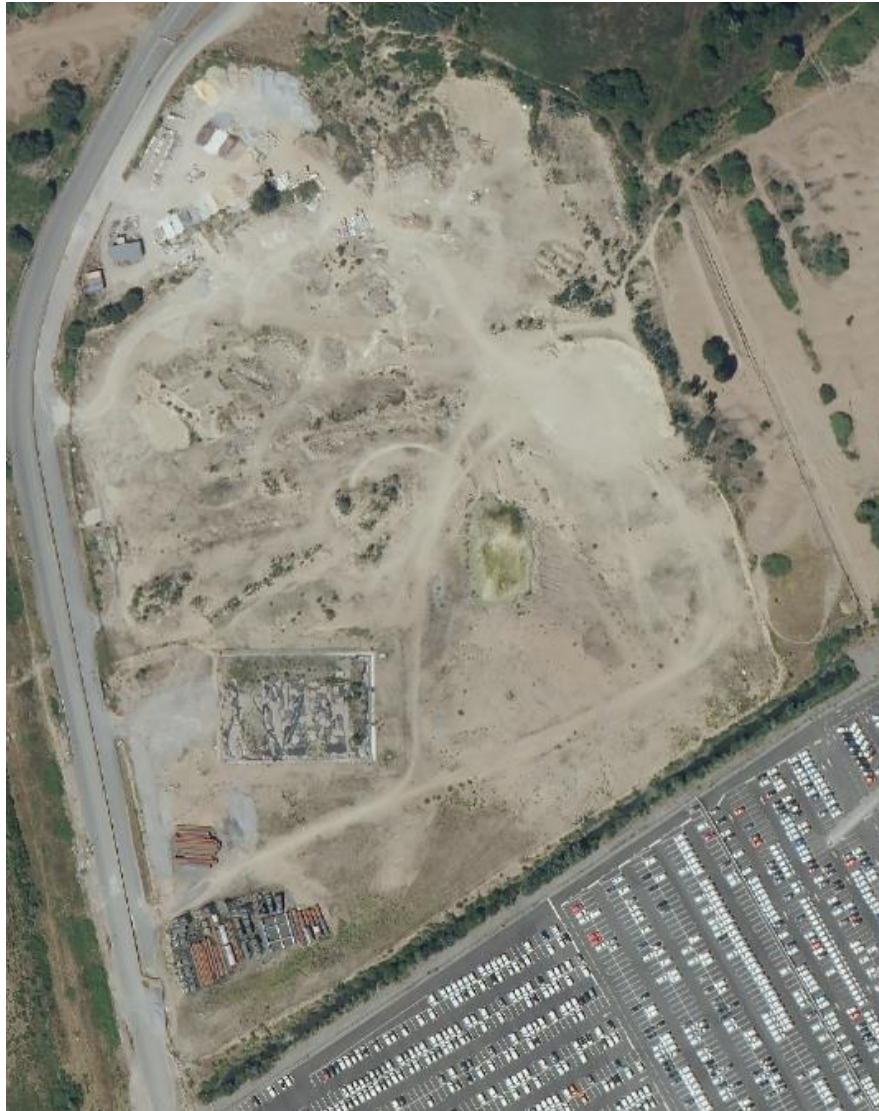
**Accès au site :** Les clôtures et portails en bordure de route ont été laissés en place et des enrochements disposés en complément pour limiter l'accès au site ;

**Risques incendie :** Le site a été totalement démantelé et remis à nu, supprimant tout risque d'incendie ;

**Surveillance :** L'activité ne présentait pas de risque majeur polluant et n'a pas fait l'objet d'un suivi.

***- Inventaire naturalistique du site (y compris espèces exotiques envahissantes) avec carte de localisation. Une analyse des espèces ayant conduit à la détermination des Znieff et sites Natura 2000 du secteur est également attendue, sans exclure les oiseaux.***

La parcelle était préalablement exploitée par des entreprises sablières qui y stockaient les matériaux issus des concessions sablières en mer. La parcelle est quasiment totalement dépourvue de végétation comme l'illustre la photographie aérienne de 2020 ci-dessous et les photographies du site annexées au Cerfa de demande d'examen au cas par cas.



**Compte tenu des éléments suivants :**

- La parcelle a été exploitée par les sabliers jusqu'en 2014 et les matériaux stockés présentant un intérêt pour la commercialisation ont été évacués progressivement jusqu'en 2015 ;
- Depuis 2015, le GPM a utilisé à plusieurs reprises les sables stockés non commercialisables pour ses besoins de matériaux sur des plateformes de Montoir aval ;
- Des pratiques non autorisées de moto-cross ont eu lieu de manière récurrente sur le site de projet ;
- La nature sableuse des sols a été défavorable au développement de la végétation qui est restée très éparse et n'a pas conduit à l'apparition de zones de rétention d'eau qui auraient pu constituer des biotopes favorables à la fréquentation du site par des espèces protégées ;

**Aucun enjeu écologique significatif n'a été identifié sur la parcelle, la flore étant résiduelle sur le site et aucun groupe faunistique, dont les oiseaux, identifié comme déterminant pour la ZNIEFF voisine ou apparaissant dans le FSD du DOCOB n'étant susceptible d'y être présent, notamment faute d'habitats favorables. En conséquence, aucun inventaire écologique n'a été engagé sur le site de projet.**

Les éléments sur la ZNIEFF (fiche descriptive) et le site Natura 2000 (FSD de la ZPS et du SIC, cartographies) sont fournis, en annexe 2, pour information.



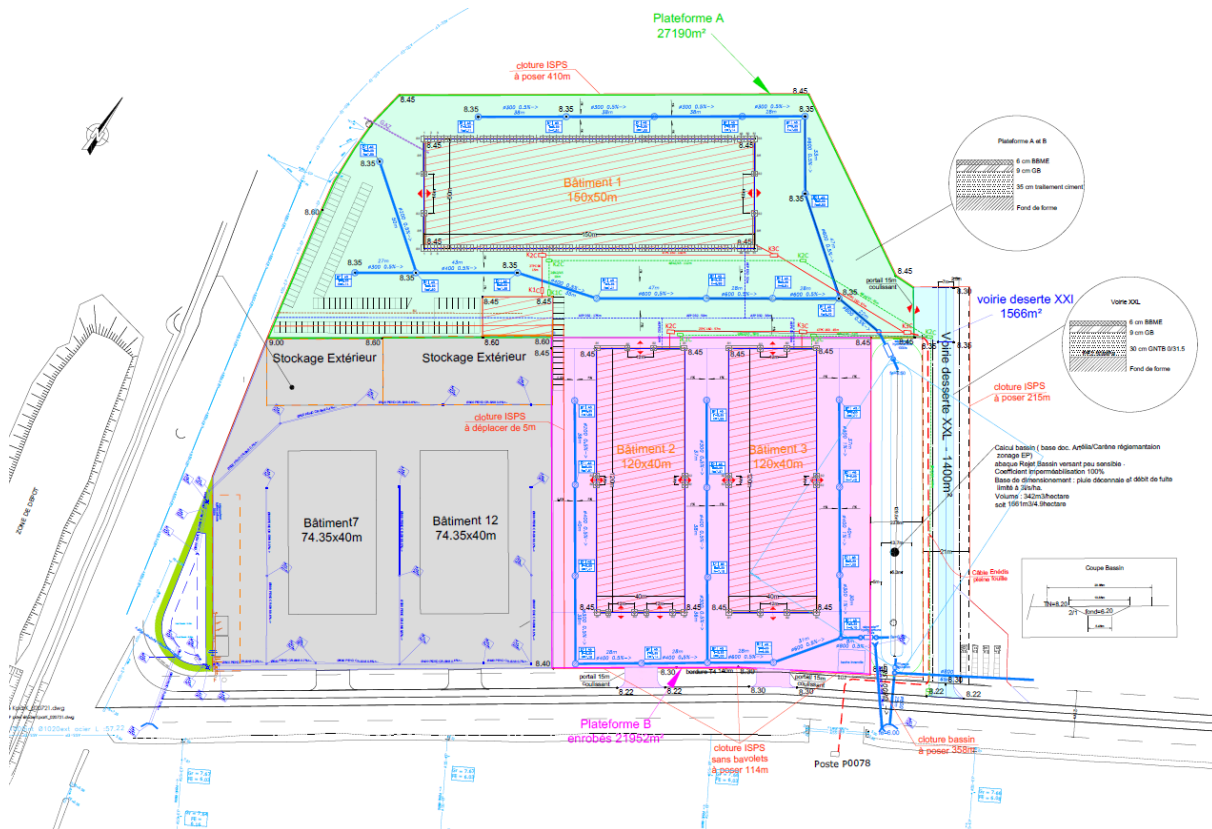
L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 25/05/1999 prévoit (point 2.1), pour la zone 1 concernée par l'aménagement objet de la demande que la collecte des eaux pluviales soit réalisée dans un réseau spécifique (cf. carte précédente) constitué :

- De bassins linéaires de largeur minimum 8,5 m en tête pour 1,5 m minimum de profondeur permettant le stockage des eaux pluviales. La capacité de rétention minimale des canaux doit être de 7 200 m<sup>3</sup> pour la totalité de la zone 1 ;
- D'un réseau perpendiculaire à ces bassins (canaux de rétention) en canalisation Ø600 les alimentant ;
- D'ouvrages de prétraitement des eaux pluviales de type déboueurs-déshuileurs d'une capacité de 100 l/s minimum ;
- D'un bassin de rétention (EP I) afin de limiter les débits instantanés venant des différents déversoirs avant rejet en Loire. Ce bassin doit être équipé d'un clapet anti-retour pour empêcher la remontée d'eaux estuariennes dans le réseau EP.

Ce dispositif collectif de régulation quantitative a été dimensionné pour tamponner sans débordement les eaux de ruissellement de l'ensemble de la zone 1 (43 ha imperméabilisés à 80% et 10,7 ha à 20 %) en considérant une pluie décennale.

Compte-tenu de l'existence de ce dispositif de régulation, l'arrêté préfectoral du 25/05/1999 n'a pas fixé d'obligation de compensation relative à l'imperméabilisation des surfaces intégrées à son périmètre.

La régulation quantitative des eaux est assurée à la parcelle comme suit :



L'aménagement de la parcelle prévoit que les eaux de ruissellement collectées transitent vers deux bassins de rétention à ciel ouvert, l'un (contour vert) pour la parcelle Ouest de 2,2 ha et l'autre (en limite Est du site) pour les 4,9 ha complémentaires de la parcelle de projet. Ces bassins, respectivement de 1 200 et 1 661 m<sup>3</sup>, tamponneront les eaux avant rejet dans la douve existante, extérieure à la parcelle.



Conformément à l'arrêté préfectoral du 25/05/1999 et aux exigences du schéma d'assainissement du PLUi de la CARENE en zone peu sensible :

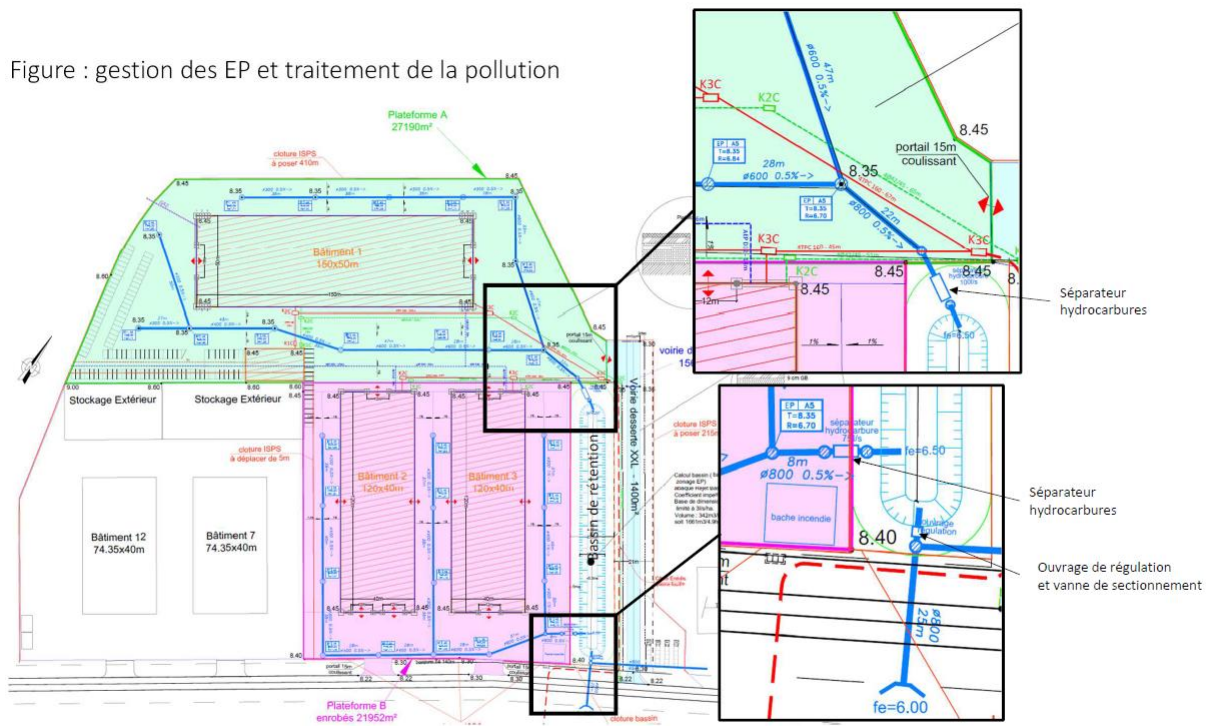
- Les bassins de rétention de la parcelle sont dimensionnés avec une capacité calculée pour une pluie décennale avec un débit de rejet maximal de 3 litres/s/ha ;
- Un dispositif d'ouvrage de régulation est implanté en sortie des bassins, permettant d'assurer la limitation de débit.

Les bassins de rétention ainsi dimensionnés prémunissent d'un débordement et de l'accélération des eaux à l'exutoire avant rejet dans la douve extérieure à la parcelle appartenant au dispositif collectif de régulation décrit ci-avant.

### 3. Pollutions

***Vous voudrez bien préciser les systèmes de dépollution des eaux de ruissellement sur enrobés mis en place et de traitement des pollutions accidentelles***

Cette question est traitée dans la notice de gestion des EP. A titre d'illustration, la figure ci-dessous représente les systèmes de dépollution et de traitement de la pollution accidentelle pour les parties ouest et nord de la parcelle.



Les collecteurs des eaux de ruissellement de la parcelle concentrent la collecte en deux points raccordés chacun à un séparateur d'hydrocarbures. Ces séparateurs équipés de by-pass sont raccordés en aval sur le bassin de rétention.

Une vanne de sectionnement située en aval du bassin de rétention, à l'intérieur de l'ouvrage de régulation de débit, est prévue pour pouvoir confiner une pollution accidentelle dans le bassin.

En cas de pollution accidentelle, les eaux confinées dans le bassin pourront être pompées pour être prises en charge par les filières adaptées.

Le dimensionnement et la performance des équipements de dépollution prévus sont rappelées ci-dessous :

- Débit à traiter calculé sur la base d'une pluie trimestrielle de 35 l/s/ha ;
- Un taux d'abattement des flux annuels de MES de 75 % ;
- Un volume de dessableur - débourbeur de 2 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé et un volume de stockage des boues (zone de traitement lamellaire) de 3 m<sup>3</sup>/ha imperméabilisé ;
- Concentrations de rejet maximum (selon les préconisations MISE) :
  - MES ≤ 30 mg/l ;
  - HCT ≤ 5 mg/l (HCT= hydrocarbures totaux).

De plus, les eaux issues des bassins de rétention sont rejetées dans la douve extérieure à la parcelle du projet qui s'écoule vers le prolongement du Brivet en Loire. Avant d'y arriver, les eaux passent dans un nouveau séparateur à hydrocarbures.

Un dispositif identique est prévu sur la partie Ouest de la parcelle.

#### 4. Risque d'inondation

*Le dossier indique que le projet n'est pas soumis au risque inondation. Pour autant, en ce qui concerne le risque de débordement des cours d'eau, vous voudrez bien nous transmettre les éléments concernant le projet relevant de l'atlas des zones inondables si le plan de prévention des risques d'inondation fait défaut sur la commune.*

La parcelle n'est pas concernée par le débordement des cours d'eau du Brivet et du Priory, exutoires de la Brière dont les écoulements en Loire sont contrôlés par des ouvrages gérés par le Syndicat du Bassin du Brivet.

La connaissance du risque inondation dans le secteur d'intérêt repose en partie sur l'atlas des submersions marines de l'estuaire de la Loire (ARTELIA, 2013) réalisé selon une approche hydrogéomorphologique qui définit l'emprise maximale de la zone inondable sans prendre en compte la propagation de la submersion dans la plaine alluviale ni l'impact de l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique.

Aussi, sur un périmètre d'étude s'étendant du Pellerin à Montoir-de-Bretagne, l'Etat a engagé, en 2020, des travaux qui visent à :

- Définir les aléas de submersion marine pour différents événements (fréquents, moyens et exceptionnel) en prenant en compte la propagation de la submersion (modélisation hydraulique) et l'élévation du niveau de la mer liée au changement climatique ;
- Réduire la vulnérabilité de ce territoire estuarien et de ses enjeux.

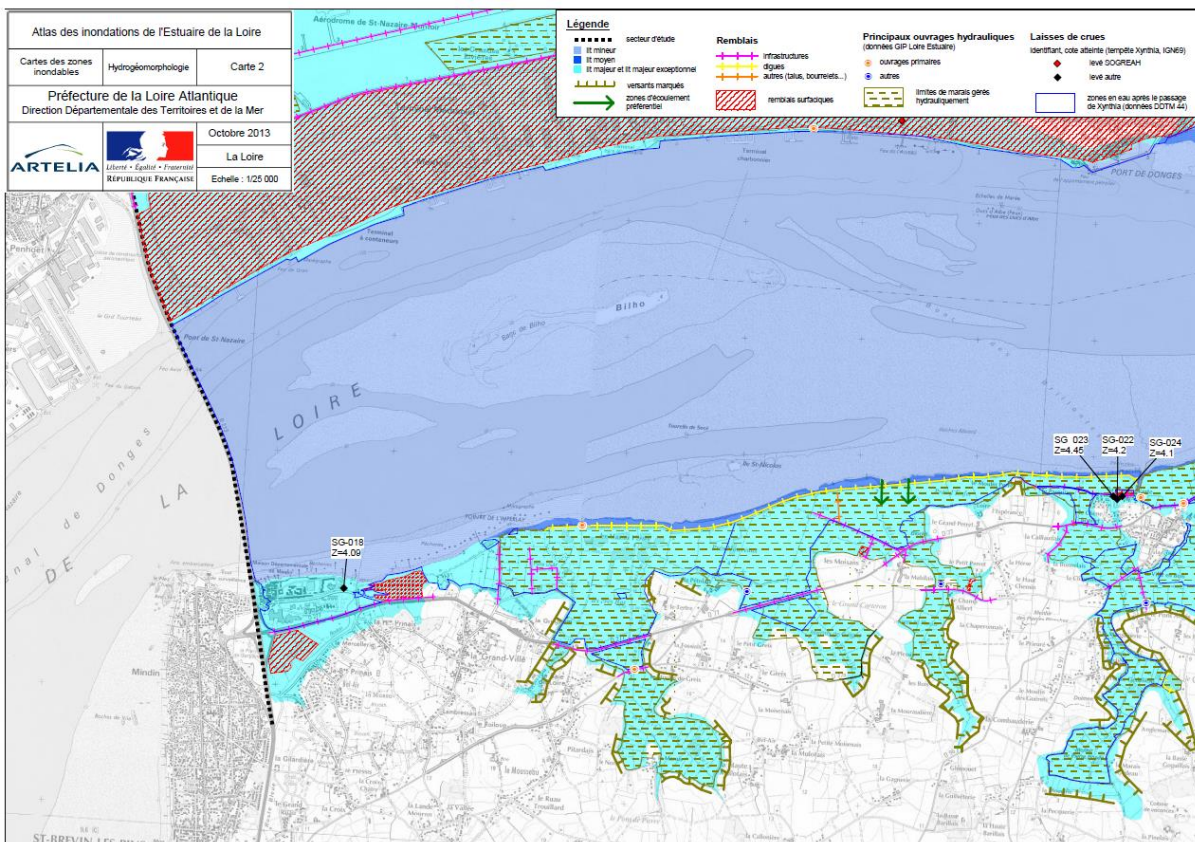
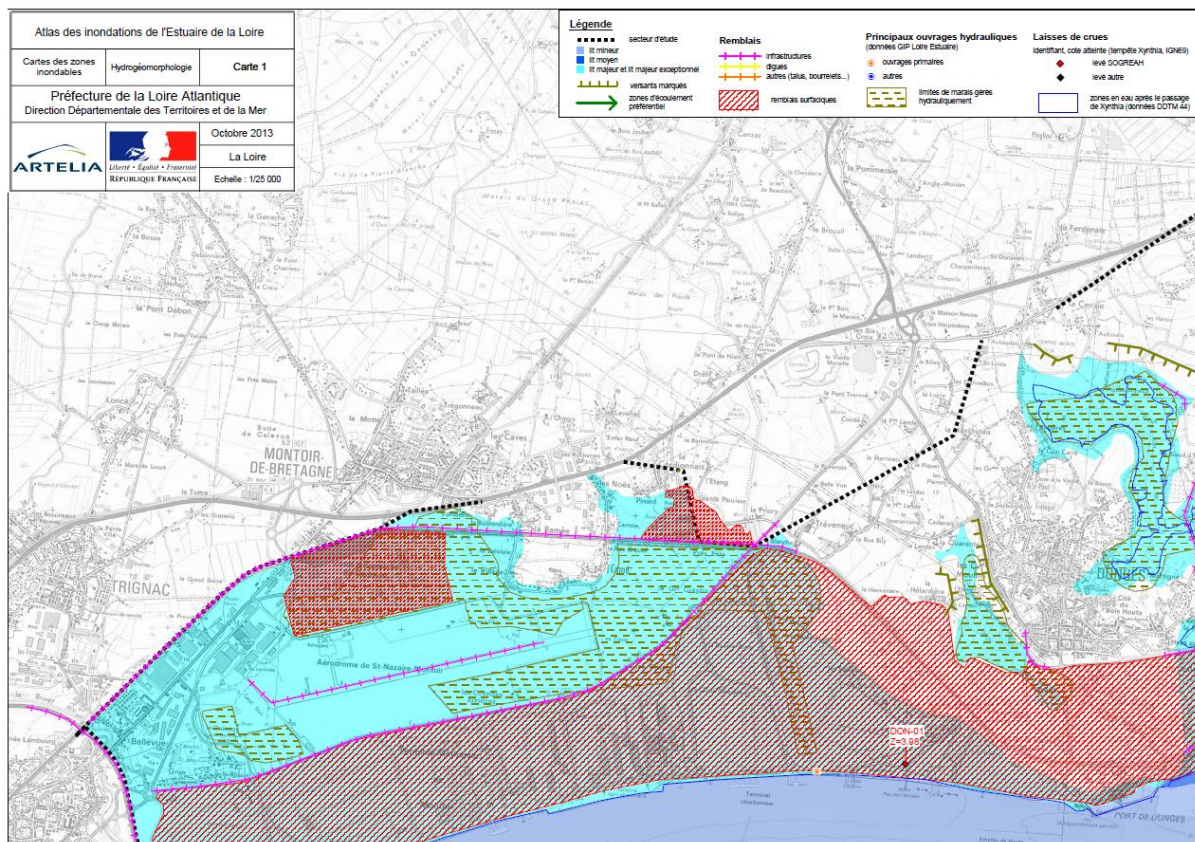
L'étude support de l'atlas de 2013 précise que le secteur d'étude (de l'amont des communes de Saint-Nazaire-Saint-Brévin-les-Pins à l'aval des communes de Couëron et du Pellerin) est plutôt sujet à des submersions marines qu'à des inondations fluviales classiques.

Pour la commune de Montoir-de-Bretagne, concernée par le projet, les surcotes sur les niveaux de pleine mer induits par les débits de la Loire, y compris pour des débits extrêmes (> 5 000 m<sup>3</sup>/s), sont très faibles (de l'ordre de quelques cm). Ce sont donc les submersions marines qui sont déterminantes pour le risque inondation sur le secteur de projet.

Les zones hautes, non inondables, et les zones inondables ont été identifiées par l'étude d'ARTELIA d'octobre 2013 (cf. annexe 4 et cartes ci-dessous).

Dans le **cas de zones remblayées non inondables** et où, malgré les différentes analyses menées par ARTELIA, il n'a pas été possible de définir les zones inondables naturelles précédant les remblais, les cartes ne fournissent pas d'informations sur cette zone inondable et le secteur est simplement indiqué comme remblayé. C'est le cas de l'ensemble de la plateforme de Montoir-de-Bretagne comme le montrent les cartes suivantes.





Le niveau maximal à Saint-Nazaire (4,16 m NGF, soit 7,92 m CM) a été observé lors de la tempête Xynthia, dont la période de retour est estimée supérieure à 100 ans.

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Loire Estuaire a réalisé une campagne de photographies aériennes obliques, 3 jours après le passage de la tempête. L'exploitation de ces photographies aériennes a permis de définir une enveloppe des zones inondées ou potentiellement inondées lors du passage de la tempête. Cette cartographie a été complétée par la DDTM lors d'entretiens avec les mairies ce qui a conduit à l'élaboration d'une carte des zones observées comme inondées suite au passage de Xynthia. **La limite de zone inondable historique indiquée sur la carte des zones inondables et issue de cette analyse non modifiée ne montre aucune inondation sur la plateforme portuaire de Montoir et notamment pas sur le secteur de projet.**

*En ce qui concerne le risque d'inondation marine, le dossier indique que le projet est situé à la cote 8 m CM. Vous voudrez bien préciser s'il s'agit de la cote « t. n. » du terrain naturel actuel ou la cote de la plateforme achevée. Dans ce dernier cas, vous voudrez bien préciser la compensation hydraulique que vous proposez au volume soustrait à l'expansion des d'inondations.*

Comme indiqué dans la « Notice technique de gestion des eaux pluviales » jointe au Cerfa de demande d'examen au cas par cas, la topographie de la plateforme est globalement plane avec des altimétries du terrain aux alentours de + 8,00 m CM. Les cotes de plateformes finies du projet d'aménagement se situeront autour de + 8,30 m CM, soit au-dessus de la cote d'aléa de référence du PLUI de la CARENE (événement Xynthia + 20 cm, soit +4,36 m IGN69 correspondant à +7,52 m CM) et même au-delà de la cote Xynthia + 60 cm (7,92 m CM) utilisée dans le PPRL Presqu'île guérandaise - Saint-Nazaire.

Le terrain de la zone de projet avant aménagement et a fortiori postérieurement à ce dernier étant situé au-dessus de la cote d'inondabilité potentielle intégrant le changement climatique, il n'est pas prévu de compensation hydraulique, aucun volume d'inondation n'étant soustrait par le projet à la zone d'expansion de l'inondation.

## 5. Périmètre du projet

*Le dossier précise que l'installation de stockage et d'assemblage envisagée concerne les nacelles d'éoliennes en mer. Vous voudrez bien m'indiquer les décisions et avis d'autorités environnementales relatifs à l'usine sous maîtrise d'ouvrage General Electric (GE).*





Sur la parcelle cadastrale BH 85 de Montoir-de-Bretagne, un premier permis de construire (PC) a été délivré le 27/06/2013 à *Alstom Sextant 4* (devenu General Electric par la suite). Il comprend une usine de production, des locaux bureaux et sociaux, des bâtiments annexes attachés à la production, des voies et plateformes logistiques, des espaces d'accumulation extérieurs du matériel en partance ou en attente et un stationnement pour les véhicules légers.

D'une surface plancher de 18 900 m<sup>2</sup>, il a été dispensé d'une étude d'impact suite à l'examen au cas par cas (arrêté préfectoral du 2 avril 2013).

Le deuxième permis de construire, toujours sous maîtrise d'ouvrage General Electric, concerne l'adaptation de l'usine existante d'assemblage de génératrices et de nacelles d'éoliennes. Cette adaptation en lien avec la production d'une nouvelle gamme de produit (Haliade-X) nécessite des évolutions du site de production par rapport au modèle précédemment produit (Haliade 150).

Le PC a été accordé le 14/09/2020 à GE Eolienne SN, pour :

- Les extensions et modification de l'usine existante pour une nouvelle surface de plancher créée de 10 232 m<sup>2</sup> ;
- Les déplacements de bâtiments existants ;
- L'ajout de plateformes extérieures ;
- La modification des voiries et des parkings existants.

General Electric a obtenu une dispense d'étude d'impact pour cette extension par un arrêté préfectoral du 30 juillet 2020 (cf. annexe 5).

Par ailleurs, l'activité est soumise à déclaration au titre des ICPE (cf. avis de la DREAL du 09/09/2020), pour deux rubriques :

- 2925, Ateliers de charge d'accumulateurs électriques avec une puissance de 200kW ;
- 4802, Fabrication, emploi ou stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou de substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (Rubrique devenue la Rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018).

Ces permis de construire ont été obtenus par General Electric pour son usine distante de plus de 500 m de la zone de projet et de manière indépendante des projets immobiliers portés par le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire.

#### **Annexes :**

- 1. Cessation d'activité des Sablières**
- 2. Natura 2000 et ZNIEFF**
- 3. Gestion des eaux pluviales**
- 4. Atlas des Zones Inondables**
- 5. Décisions de dispense d'étude d'impact**